



## APPEL À COMMUNICATIONS

**Séminaire international  
co-organisé par  
l'INSTITUT D'ÉCONOMIE POLITIQUE KARL POLANYI et  
le RESEAU EUROPEEN EMES**

**Le monde entre crise et changement**

Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), Paris (France)  
15 & 16 février 2012

Karl Polanyi l'a bien souligné d'entrée de jeu dans *La grande transformation*, son œuvre maîtresse : les grandes métamorphoses sociopolitiques qui ont marqué la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle ont en fait participé de l'effondrement de l'ordre social qui prévalait au 19<sup>ème</sup> siècle. La première guerre mondiale, la révolution russe, la dissolution des empires austro-hongrois et ottoman, la grande crise économique des années trente, les fascismes européens, les plans quinquennaux soviétiques, le *New Deal* américain et la deuxième guerre mondiale ont discrédité l'idéologie du laissez-faire et pavé la voie au compromis historique entre le capital et le travail qui marqua les années d'après guerre. Toutefois, les décennies de prospérité sans précédent et le contrat social providentialiste issus de ce compromis en Europe et en Amérique du Nord, de même que les avancées socio-économiques de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique postcoloniales auront tôt fait de s'échouer sur les récifs anti-social-démocrates des années soixante-dix et des décennies suivantes.

Beaucoup ont affirmé que la crise de 2008 avait levé le voile à nouveau sur les limites du néolibéralisme. Mais les valeurs inhérentes de cette idéologie ne pénètrent-elles pas à un point tel les sociétés occidentales qu'il est devenu presque impossible de défendre encore la validité de l'État-providence ou même le développement de formes nouvelles d'organisation sociale ? A l'inverse, les périodes fastes que certains ont connues au cours des années 1990 et 2000 ne rappellent-elles pas la Belle Époque qui a précédé l'écroulement de l'ordre économique libéral du 19<sup>ème</sup> siècle ? Serions-nous en fait au seuil de bouleversements mondiaux d'une ampleur équivalente à ceux qui marquèrent l'entre-deux-guerres et qui pourraient même les surpasser ? Quelles sont les conséquences politiques de la crise de 2008 aux États-Unis ? Le populisme de droite financé par le grand capital s'apparente-t-il au fascisme européen qui sévit entre les deux guerres mondiales ? Faut-il, à cet égard, voir dans la xénophobie de plus en plus apparente à l'égard des immigrants et la popularité politique grandissante des partis d'extrême-droite en Europe des signes avant-coureurs ?

Durant la crise des années trente, aucun ordre international particulier ne semblait opérer. Chaque pays cherchait à ses problèmes des solutions d'abord définies par sa dynamique interne. Après la deuxième guerre mondiale, au contraire, la capacité destructive des deux superpuissances balise les prises de position des pays souverains et détermine la nature du système politique international dont l'Organisation des Nations Unies se porte garante. Depuis la fin de la guerre froide, cependant, l'autorité morale des institutions internationales ne semble plus faire le poids alors que celles-ci ont peine à limiter la concentration du capital et l'utilisation unilatérale de la puissance militaire tant par les acteurs étatiques que non-étatiques. Cela n'est pas sans poser problème : comment les nations et peuples du monde peuvent-ils désormais protéger leurs sociétés de l'exploitation par les forces du capital transnational et défendre leur souveraineté sur leurs ressources naturelles ? La réponse à cette question recèle-t-elle les fondements d'un nouvel ordre international plus équitable ?

Au même moment, des "contre-mouvements" posent des défis au paradigme dominant à travers des pratiques qui tendent à ré-encastrent l'économie dans la société aux niveaux local, régional et même national. Aujourd'hui, des initiatives socio-économiques conçues et institutionnalisées par la société civile font souvent la démonstration que les économies n'ont pas à être organisées en fonction du marché et dominées par les seuls impératifs marchands. Ces initiatives, connues sous les différents vocables d'économie sociale, d'économie solidaire ou d'économie citoyenne, entre autres, se retrouvent partout, au nord comme au sud. Porteuses de changements sociaux polymorphes, elles donnent vie à un nouveau cadre sociétal formé de nouveaux modes de production et de consommation et d'innovations institutionnelles qu'endossent tant les administrations locales et régionales que les gouvernements nationaux.

L'actualité, entre crise et changement, nous rappelle la pertinence de la pensée de Karl Polanyi, et nous invitons celles et ceux que les problématiques exposées plus haut intéressent à proposer des projets de communication (autour de 250 mots, en français ou en anglais) qui les explorent et en débattent.

Tous les sujets et thématiques s'inscrivant dans l'esprit des questionnements formulés ci-dessus seront considérés. Les organisateurs du séminaire porteront toutefois une attention particulière aux propositions qui examinent les aspects suivants :

- les formes contemporaines du "sophisme économiciste", ce processus politique de construction de la réalité économique par la pensée économique orthodoxe ;
- les pratiques sociales, les formes et logiques socio-économiques à l'œuvre dans l'économie réelle qui contrecarrent le "sophisme économiciste" ;
- les réalités qui, aux niveaux local et international, manifestent des dynamiques démocratiques en réaction contre la société de marché ;
- les réactions de la société qui s'expriment par de nouvelles articulations entre pouvoirs publics et société civile permettant aux États de dépasser le rôle de sauveteurs du système dominant dans lequel ils tendent à être enfermés ;
- les tensions entre capitalisme et démocratie.

**Étant donné le nombre de places limité pour ce séminaire international de haut niveau, les personnes intéressées sont priées d'envoyer à [polanyi@emes.net](mailto:polanyi@emes.net) une déclaration d'intérêt et un titre provisoire de communication avant le 30 novembre 2011 ; les projets de communications sont reçus jusqu'au 31 décembre 2011 et les acceptations définitives seront confirmées au 15 janvier 2012.**

**Frais de participation (un repas et un cocktail inclus) :  
Tarif préférentiel (inscription avant le 27 janvier 2012) : 250 €  
Tarif normal (inscription après le 27 janvier 2012) : 400 €**

### Comité scientifique international

**Geneviève Azam**, Economiste, Maitre de conférences, Université de Toulouse (France)  
**Rémi Barré**, Professeur en gestion, Cnam, Paris (France)  
**Vicky Birchfield**, Historienne, Professeure Associée, Georgia Institute of Technology, Atlanta (USA)  
**Jérôme Blanc**, Économiste, Maître de conférences HDR, Université Lumière Lyon 2 (France)  
**Alain Caillé**, Professeur de sociologie, Paris X Nanterre, Directeur du Labo du Mauss (France)  
**Michele Cangiani**, Professeur de sociologie économique, Université de Venise (Italie)  
**José-Luis Coraggio**, Economiste, Professeur, Universidad Nacional de General Sarmiento, Buenos Aires (Argentina)  
**Jacques Defourny**, Economiste, Professeur, HEC-Université de Liège (Belgique)  
**Blandine Destremau**, Sociologue, Directrice de recherches, LISE/CNRS/Cnam, Paris (France)  
**Nancy Fraser**, Professeure de philosophie politique, New School for Social Research, New York (USA)  
**Laurent Gardin**, Sociologue, Maître de conférences, Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis (France)  
**Keith Hart**, Professeur associé d'anthropologie, Université de Durban (Afrique du Sud)  
**Isabelle Hillenkamp**, Economiste, Institut de socioéconomie, Université de Genève (Suisse)  
**Chris Holmes**, Maître de conférences en Économie politique, University of Southampton (Royaume-Uni)  
**Lars Hulgård**, Politologue, Professeur, Roskilde University (Danemark)  
**Jean-Louis Laville**, Sociologue, Professeur du Cnam, Paris (France)  
**Jérôme Maucourant**, Économiste, Maître de conférences, Université Jean-Monnet de Saint-Etienne (France)  
**Margie Mendell**, Economiste, Professeure, Concordia University (Canada)  
**Marthe Nyssens**, Economiste, Professeure, Université Catholique de Louvain-la-Neuve (Belgique)  
**Tonino Perna**, Professeur de sociologie économique, Université de Messine (Italie)  
**Kari Polanyi Levitt**, Université McGill, Montréal, Présidente honoraire de l'Institut Karl Polanyi (Canada)  
**Anne Salmon**, Professeure de Sociologie, Université Paul Verlaine, Metz (France)  
**Jean-Michel Servet**, Socio-économiste, Professeur, Institut des hautes études internationales et du développement, Genève (Suisse)

### Comité d'organisation

Isabelle Hillenkamp  
Jean – Louis Laville  
Margie Mendell  
Rocío Nogales (EMES)  
Pierre Bagnéris (Cnam DISST)  
Ana Gómez (Institut Polanyi)

Les langues de travail seront le français et l'anglais. Les présentations par des chercheurs seront combinées avec des discussions en profondeur des communications sélectionnées dans le but d'explorer et de baliser des questions émergentes pertinentes dans le champ.

**Co-organisation :** EMES European Research Network et l'Institut d'Economie Politique Karl Polanyi (Université Concordia de Montréal, Canada).

**En partenariat avec :** Comité de recherche CR 27 Sociologie économique de l'Association internationale des sociologues de langue française, Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Economique, Axe "Solidarité, Territoires, Innovations" (UMR 3320 Cnam/CNRS), Cnam (Département Droit, intervention sociale, santé et travail).